

Nouvelles pratiques sociales



Économie sociale, développement local et solidarité internationale : esquisse d'une problématique

Louis Favreau, Lucie Fréchette et Gérald Larose

Volume 15, numéro 1, 2002

La solidarité internationale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/008258ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/008258ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Favreau, L., Fréchette, L. & Larose, G. (2002). Économie sociale, développement local et solidarité internationale : esquisse d'une problématique. *Nouvelles pratiques sociales*, 15(1), 15–24. <https://doi.org/10.7202/008258ar>



Dossier : LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Économie sociale, développement local et solidarité internationale : esquisse d'une problématique

Louis FAVREAU

*Chaire de recherche du Canada
en développement des collectivités (CRDC)
Université du Québec en Outaouais*

Lucie FRÉCHETTE

*Groupe d'étude et de recherche en intervention sociale (GÉRIS)
Université du Québec en Outaouais*

Gérald LAROSE

*École de travail social
Université du Québec à Montréal*

En économie sociale et solidaire, les acteurs comme les chercheurs, les alliés comme les promoteurs, les représentants des pouvoirs publics comme des mouvements sociaux, tous ont aménagé des fenêtres, côté international. Ils l'ont toujours fait. Ils les ont multipliées. Elles étaient petites. Ils les ont agrandies. Elles étaient fragiles. Ils les ont renforcées. Les changements climatiques ! Il y a plus de vent, souvent violent. La mondialisation est là. La

néo-libérale, c'est certain. La solidaire, aussi, moins visible, très besogneuse, innovante et appelée de plus en plus à être durable. Le présent dossier porte sur la solidarité internationale. Un trépied, une toile, quatre ou cinq pinceaux et des couleurs. Le portrait est saisissant. Une autre mondialisation est en marche, la « mondialisation par le bas », sous l'action d'une autre coopération, la coopération d'égal à égal, la coopération solidaire. Même le commerce est affecté par celle-ci, il se fait équitable. Les circuits aussi ont changé, la direction n'est plus unique. D'abord le Sud vers le Sud, et le Nord vers le Sud dans la mesure où le Sud accède au Nord. Du coup, sans se déplacer, des diasporas rentrent au foyer. De profondes transformations agitent le paysage de la solidarité internationale. Il est permis de rêver. Le présent dossier fait appel à une analyse de la conjoncture internationale, mais surtout à la présentation et à l'étude d'expériences inédites, en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Afrique, en Amérique du Nord et en Europe, illustrant comment un nouveau « développement » se fait, un nouveau « local » se construit, une nouvelle coopération se forme.

Le jeu des rapports internationaux est extraordinairement rythmé par l'activité de grandes organisations tels le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque mondiale (BM), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), pour ne nommer que celles-là. Daniel Tremblay nous amène à réfléchir sur la présence de la société civile, plus particulièrement sur la présence des acteurs de l'économie sociale et solidaire, dans ces lieux, en mettant en question la pertinence d'y accroître son poids et de participer ainsi à la construction d'une « mondialisation par le bas ». La tenue de grands sommets internationaux sur l'environnement, le développement social, les femmes, les enfants, etc., le développement de certains programmes à l'intérieur de grandes organisations comme l'OIT, l'existence du Conseil économique et social (ECOSOC) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) nous y invitent peut-être.

À partir de trois expériences latino-américaines, Villa el Salvador au Pérou, Pôrto Alegre et Fortaleza au Brésil, Favreau et Fréchette identifient de nouveaux acteurs (les jeunes, les femmes, etc.), de nouvelles stratégies (s'appuyer d'abord sur les réseaux sociaux et les initiatives locales de production et d'échange existantes pour ensuite les réseauter et les faire évoluer vers des cadres professionnels et spatiaux plus importants, créant ainsi les conditions d'une accumulation nécessaire à un plus grand développement) et de nouveaux rapports de coopération entre les mouvements locaux et les organisations non gouvernementales (ONG) nationales ou internationales

(plus décentralisées, égalitaires et axées sur la réciprocité). Dans une excellente recension de l'histoire de Plan Nagua, une ONG québécoise originale de coopération internationale, Boulianne et Favreau campent point par point la transformation des pratiques de coopération. De l'aide humanitaire d'urgence à la coopération financière, technique ou professionnelle, les pratiques de coopération sont passées de la philanthropie à la solidarité. Et aujourd'hui, inscrites dans le registre du développement socioéconomique et sociopolitique, ces pratiques interviennent directement dans les mécanismes de production, de circulation et de consommation et, donc, infléchissent dans une autre direction les règles structurelles qui pérennisaient la subordination du Sud au Nord. Ainsi, ces pratiques participent à la construction d'une « autre mondialisation » et subvertissent celle qui a cours. Dans un exposé précis sur Equal Exchange, une coopérative américaine pionnière dans le commerce équitable, Malo et Tadros font la démonstration qu'à travers leurs échanges, les organisations du Sud et du Nord s'influencent sans se copier totalement. Des asymétries importantes sont notées. Cependant, le partage de valeurs communes, d'objectifs convenus et de règles démocratiques de fonctionnement fait qu'autant au Sud qu'au Nord se développe un nouveau modèle de commerce international. Ici aussi, une « autre mondialisation » se construit plus rapidement que l'on pense.

L'espace s'est mondialisé. C'est le « système-monde ». Les diasporas de toutes les communautés voient-elles leurs conditions et leurs rapports avec leurs terres d'origine changer ? Dans un essai inspirant, Yao Assogba nous fait voyager d'une décennie à l'autre pour nous amener à découvrir que jadis l'émigration était peut-être considérée comme nuisible au développement, mais qu'aujourd'hui, dans le nouveau contexte mondialisé, les diasporas pourraient bien se révéler être de précieux « partenaires [...] dans les projets de développement local de leurs régions, villes et villages d'origine ». Les exemples sont puisés en Afrique. Ils se rapportent aux secteurs du développement social, des affaires et du développement scientifique et technologique. Des comparaisons sont également faites avec d'autres parties du monde. Mais toutes ces expériences nous poussent à nous poser des questions : sont-elles des cas isolés ou des parties prenantes d'un mouvement plus large ? Comment s'articulent alors le « local » et le « global » de ces expériences, si tant est qu'un lien entre ces deux pôles existe ? Ces initiatives, tout innovatrices qu'elles soient, peuvent-elles conduire à un renouvellement de la pensée en matière de développement, surtout pour les sociétés du Sud si mises à mal par la mondialisation libérale ? D'où l'importance de tenter de rendre problématique cette thématique et de mettre en perspective les expériences de ce dossier qui en sont des illustrations vivantes, et ce, selon les paramètres suivants : le lien du couple économie sociale / solidarité internationale avec l'émergence

d'une société civile à la même échelle ; le lien avec la lutte contre la pauvreté, elle-même inscrite dans une démarche de mutation du monde du travail ; le lien avec la question du développement et de sa démocratisation.

UNE SOCIÉTÉ CIVILE INTERNATIONALE EN ÉMERGENCE

La société civile commence à se faire entendre sur la scène internationale comme ce fut le cas des ONG internationales dans la dernière décennie lors des nombreuses conférences internationales de l'ONU. Elle commence également à se faire entendre dans le cadre de négociations d'envergure sur le commerce international comme ce fut le cas à Seattle en 1999 ou à Québec en avril 2001. Avec les années 1990, nous avons donc assisté à une remontée de la contestation sociale au plan international. Nous avons aussi assisté à l'internationalisation de réseaux, d'organisations et d'entreprises collectives (Favreau, Lachapelle et Larose, 2001). Quelles sont les forces en présence ? Quelles sont celles qui appuient ou sont susceptibles d'appuyer les organisations, entreprises et réseaux d'économie sociale et solidaire ? Quelles sont, au contraire, celles qui freinent ces initiatives et projets d'une autre mondialisation ? Voilà précisément quelques questions clefs de portée générale qui se posent aujourd'hui dans la perspective du renouvellement du contenu et des formes que la solidarité internationale peut prendre pour faire face aux enjeux actuels. C'est ce qu'aborde directement l'article de Daniel Tremblay en dessinant les fils d'une conjoncture internationale où les acteurs de l'économie sociale prennent progressivement leur place dans le concert des mouvements pour une « mondialisation par le bas ».

De grandes évolutions marquent nos sociétés contemporaines. La mondialisation néo-libérale a en effet généré de nouvelles formes d'exclusion au Nord comme au Sud et a rétréci les marges de manœuvre des États. Elle empêche ainsi le développement de nouvelles institutions de régulation au plan politique et brime également la quête de sens et d'identité présente dans les aspirations des peuples. Mais ces peuples parviennent malgré tout à les exprimer lorsque leur société civile réussit à s'organiser. Dans ce contexte, les mouvements sociaux sont entrés dans une phase de mutation et, à leur tour, ces derniers ont généré de nouvelles formes de développement, dont l'économie sociale et solidaire, comme lors de toutes les grandes périodes de transformation des sociétés et de leur économie. Globalement, nous assistons, à travers des dizaines de milliers de projets, à une vitalité nouvelle des associations au Nord (Rouillé d'Orfeuil, 2002 ; Defourny, Favreau et Laville, 1998) et à une résurgence de la société civile et de dizaines de milliers d'associations au Sud (Defourny, Develtere et Fonteneau, 1999 ; Develtere, 1998). Ces dizaines de milliers de projets et d'associations traduisent, de différentes manières, l'aspiration à une autre économie, à un autre

développement, à une autre mondialisation. À cet effet, les expériences de développement local en Amérique latine en sont une illustration convaincante (article de Louis Favreau et Lucie Fréchette).

DES INITIATIVES INNOVATRICES INSCRITES DANS DE NOUVEAUX RÉSEAUX INTERNATIONAUX DE SOLIDARITÉ NORD-SUD ET SUD-SUD

À côté de la fonction critique et revendicatrice des mouvements sociaux internationaux, des initiatives de collectivités locales, d'organisations et d'entreprises sociales (de propriété collective) prennent de plus en plus leur place en faisant la preuve qu'il est possible de créer de la richesse autrement... et de la partager : le commerce équitable, le travail de diasporas africaines, qui en font des partenaires de développement de leurs communautés d'origine, de même que l'expérience d'ONG québécoises, comme Plan Nagua, l'illustrent bien. Il y a plus. Avec les années 1990, l'internationalisation de réseaux, d'organisations et d'entreprises collectives a pris de l'ampleur (Rouillé d'Orfeuil, 2002 ; Bessis, 1997). Plusieurs rencontres internationales ont donné la mesure de ce nouvel élan. Mentionnons trois de celles-ci dont nous sommes plus près.

- La Conférence internationale de Lima de juillet 1997 pour laquelle se sont réunies plus de 275 personnes (principalement d'ONG et d'associations) provenant de 32 pays pour atteindre 2 objectifs : a) définir le concept d'économie solidaire et sa viabilité à l'approche du prochain millénaire ; b) établir les possibilités pour des échanges internationaux Nord-Sud. Cette première conférence a trouvé un prolongement direct dans celle de Québec en octobre 2001. À cette 2^e conférence ont assisté 400 participants et participantes en provenance de 37 pays, dont 25 du Sud¹. Cette conférence a permis la naissance d'un comité international de liaison (Lachapelle, 2001)².
- La naissance la même année de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire à la suite d'un appel signé par 1 417 personnes de 100 pays, et qui a organisé une réunion, sur la socioéconomie, animée par des dirigeants de réseaux d'économie sociale et solidaire (Alliance, 1997).

1. Le 3^e rendez-vous de ce réseau international engagé dans la promotion d'organisations et d'entreprises d'économie sociale et solidaire a été décidé collectivement lors de la tenue de la 2^e rencontre à Québec. Il se tiendra à Dakar, au Sénégal, en 2005.

2. Les principaux textes de cette rencontre sont disponibles dans le site Web créé conjointement par le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) et la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) de l'UQO : <http://www.uqo.ca/ries2001>.

- Le programme STEP du Bureau international du travail (BIT) soutient depuis 1998 la lutte contre la pauvreté par le développement de l'économie sociale au Sud, prolongeant ainsi la Conférence internationale de Copenhague sur la pauvreté (1995). Et le programme des sciences humaines et sociales de l'UNESCO vient tout juste de démarrer des travaux de recherche et d'intervention sur le thème « Éthique et économie : pour une mondialisation à visage humain » sous la direction de l'économiste Henri Bartoli, travaux qui prolongent ceux sur le développement qu'il dirige au sein de cette organisation (Bartoli, 1999).

Mais il faut dire que la seule mise en réseau au plan international, tout enrichissante qu'elle soit, ne tient pas complètement la route si on veut pouvoir peser sur les politiques des États, des grandes organisations internationales et même des multinationales. De plus en plus de voix plaident aussi pour une organisation mondiale plus forte des solidarités, en d'autres termes, pour un ou des lieux d'élaboration collective de projets et de propositions pour mieux comprendre les enjeux en cours, analyser les expériences en train de se réaliser, formuler des projets nouveaux, faire circuler les informations de manière plus systématique, négocier des ententes de collaboration avec des institutions internationales, etc.

Le présent numéro de la revue *Nouvelles pratiques sociales* tente d'éclairer quelque peu l'ensemble de ces questions en mettant en relief les contributions des uns ou des autres. Chacune des expériences présentées illustre à sa manière qu'il est possible de créer de la richesse (des entreprises, des emplois, des biens et des services sur le marché) tout en luttant directement contre la pauvreté et pour une mondialisation équitable. Mais comment comprendre ce nouveau souffle d'une mondialisation équitable qui déborde les coopérations traditionnelles Nord-Sud ?

PROBLÈMES SOCIAUX, LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET TRAVAIL DANS LA SOCIÉTÉ D'AUJOURD'HUI

Si on veut comprendre le monde d'aujourd'hui et le nouveau souffle de la mondialisation, la néo-libérale comme celle qui se veut sociale et équitable, il faut d'abord éviter de se limiter à la mondialisation telle que vécue par les 15 ou 20 pays les plus riches de la planète. La perspective Nord-Sud a ici toute son importance. Mais cette perspective qui déborde les pays du Nord a aussi eu besoin de se renouveler parce que la polarisation Est-Ouest, tendance marquante des rapports internationaux d'après-guerre, n'existe plus et que nous sommes sortis de la période tiers-mondiste (années 1960 et 1970) remplie presque automatiquement de bonnes causes (soutien aux résistances

populaires ici ou là, soutien aux mouvements de libération nationale). La revue *Esprit* parle en effet d'une nouvelle question Nord-Sud (Lévy, 2000), et ce n'est pas un hasard. Il y a d'abord la globalisation financière (2000 milliards de dollars sont l'objet de transactions journalières alors qu'il n'y en a que quelques dizaines pour les échanges commerciaux). C'est que la finance, plutôt que la firme, est au poste de commande. Puis, il y a la force des multinationales (Nike, par exemple) ; il y a la montée d'une industrie culturelle internationale ; il y a l'information mondialisée par Internet et la retransmission par satellite (CNN). Bref, un capitalisme financier international en pleine effervescence et libéré, en grande partie, des contrôles publics existant dans la période antérieure.

Le dossier de la revue introduit de fait, tantôt de manière tacite, tantôt de façon évocatrice, une nouvelle proposition dans le débat sur la mondialisation : la mondialisation en cours, celle qui a crû dans la décennie 1990, n'est pas un ensemble unique de processus. À côté, et même souvent contre la mondialisation libérale, facteur majeur d'exclusion sociale, se déploie un autre ensemble fait d'initiatives qui, sans constituer encore une force socio-économique et sociopolitique mondiale, ont dépassé le stade des démarches exclusivement locales pour s'inscrire dans une mondialisation autre qui se veut sociale et équitable. En un mot, il existerait donc des contre-tendances dont certaines sont plus axées sur la résistance politique, d'autres plutôt sur la construction d'alternatives. L'économie sociale et le développement local participeraient à cette stratégie de lutte pour ce qu'on pourrait appeler le premier développement, celui des économies locales, celui dont on a privé nombre de sociétés du Sud, celui qui constitue la base essentielle de toute économie nationale et de toute inscription qui n'est pas à sens unique dans l'économie internationale. En tout état de cause, au premier chef, à l'échelle internationale, la question de la lutte contre la pauvreté examinée sous l'aspect du travail nous apparaît déterminante : la réintroduction du chômage de masse dans les pays développés, mais surtout la montée en puissance de l'économie informelle dans les pays du Sud ont provoqué tout à la fois des mutations profondes dans le monde du travail, la mobilisation de nombreux mouvements sociaux, de nouvelles inquiétudes au sein des gouvernements d'un bon nombre de pays et la mise en œuvre de nouveaux projets dans certaines institutions internationales.

C'est que, dans le monde du travail, pour l'immense majorité de la population active à travers le monde, la précarité est forte et l'avenir imprévisible. Globalement, dans la majorité des pays du Sud, 75 % des gens vivent de cette façon et, dans les pays du Nord, 25 %. La thématique de la lutte contre la pauvreté, dont toutes les institutions internationales se sont, à des degrés divers et sous des formes diverses, emparées depuis quelques années,

nous fait voir, sous l'angle de la théorie du développement, toute la pertinence de l'économie sociale et solidaire en la matière. C'est cette dynamique de l'emploi et du travail qui explique en bonne partie la sortie de l'économie sociale de son éclipse et son renouvellement théorique et pratique sur des notions d'économie populaire (au Sud) et d'économie solidaire (au Nord et au Sud).

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, LE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET LA DÉMOCRATISATION DU DÉVELOPPEMENT

Concrètement, l'économie sociale et solidaire et le développement local sont des mobilisations sociales à l'égard de trois choses : 1) un travail de mise en réseau ; 2) des décisions stratégiques à prendre (le changement social passe par où et par quoi) ; 3) des politiques publiques à construire (Pecqueur, 2000). Bref, un travail de construction de la démocratie qui emprunte certes « de petites routes », pour reprendre l'expression des regroupements villageois maliens (Konaté *et al.*, 1999), mais qui est un travail indispensable pour asseoir le développement d'une région, d'un pays, d'un continent. Pourquoi ces petites routes sont-elles si importantes ? Parce que les initiatives de l'économie sociale et solidaire et le développement local non seulement créent des dispositifs d'accompagnement des collectivités en difficulté pour régler leurs problèmes, mais soulèvent la question de la gouvernance démocratique, celle de l'aménagement des territoires et celle de la création de richesses, c'est-à-dire du développement d'entreprises (Lévesque *et al.*, 2001). Parce que les initiatives de l'économie sociale et solidaire et le développement local ne sont pas seulement des résistances de collectivités à la crise des États et donc à la crise de production de services collectifs, mais nous amènent à nous interroger de nouveau sur le rôle du marché, de l'État et de la société civile au Nord (Maréchal, 2000) comme au Sud (Sen, 2000). Parce que les initiatives de l'économie sociale et solidaire et le développement local ne font pas que répondre à des besoins sociaux. Ils nous forcent à prendre en considération l'importance des mouvements sociaux et à bâtir un rapport de force permettant de faire déboucher les initiatives sur de nouvelles politiques publiques (Corragio, 1999). Parce que l'économie sociale et solidaire et le développement local, par-delà la réponse à des besoins, nous amènent à la nécessité de construire de nouvelles institutions pour assurer la pérennité des activités générées et assurer plus de démocratie.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, LE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

L'économie sociale et solidaire et le développement local nous amènent également sur le terrain non plus de l'aide aux pays du tiers-monde et de la seule coopération technique, mais de la solidarité internationale. Tous les problèmes sont mondiaux et intéressent des militants internationaux, disent plusieurs. Dans un sens, oui ! Les initiatives très locales, dont traite ce numéro de la revue, ont un volet international que les individus qui les promeuvent n'ignorent pas. D'où la multiplication actuelle des réseaux internationaux d'économie sociale et solidaire : celui de l'Alliance pour un monde pluriel et solidaire (1997) ; celui qui est né à Lima (1997), prolongé, dans sa construction, par Québec (2001) et demain Dakar (2005) ; celui de socioéconomie solidaire de Porto Alegre (2002). Ce ne sont pas les seuls. Ces réseaux, dans le contexte de montée d'une société civile internationale, sont fort précieux pour promouvoir à l'échelle internationale des valeurs de justice, de démocratie et de développement solidaire. Ils mettent de l'avant des préoccupations non marchandes, sont des instruments d'information et d'éducation indispensables et contribuent à alimenter en permanence le débat avec les États et les institutions internationales sur les risques que l'avenir comporte et la nécessité de construire une mondialisation équitable. Mais nous ne sommes qu'au début de ce processus. Dossier à suivre.

Bibliographie

- ALLIANCE (1997). *Alliance pour un monde responsable et solidaire*, Paris/Lausanne, Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH), 53 pages.
- BARTOLI, H. (1999). *Repenser le développement, en finir avec la pauvreté*, Paris, UNESCO/Économica, 205 pages.
- BESSIS, S. (1997). « Les nouveaux enjeux et les nouveaux acteurs des débats internationaux des années 90 », *Tiers-monde*, n° 151, 118-157.
- CORRAGIO, J.-L. (1999). *Política social y economía del trabajo*, Buenos Aires/Madrid, Universidad Nacional de General Sarmiento/Mino y Davila Editores, 222 pages.
- DEFOURNY, J., DEVELTERE, P. et B. FONTENEAU (sous la direction de) (1999). *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Paris/Bruxelles, De Boeck Université, 278 pages.
- DEFOURNY, J., FAVREAU, L. et J.-L. LAVILLE (sous la direction de) (1998). *Insertion et nouvelle économie sociale, un bilan international*, Paris, Desclée de Brouwer, 372 pages.
- DEVELTERE, P. (1998). *Économie sociale et développement : les coopératives, mutuelles et associations dans les pays en développement*, Paris/Bruxelles, De Boeck Université, 171 pages.

- FAVREAU, L., R. LACHAPELLE et G. LAROSE (2001). *Une autre mondialisation ; résister et construire (repères de conjoncture internationale)*, Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), mars 2001. Ce texte est disponible dans le site Web suivant : <http://www.uqo.ca/ries2001>.
- KONATÉ, M., SIMARD, P., GILES, C. et L. CARON (1999). *Sur les petites routes de la démocratie, expérience d'un village malien*, Montréal, Écosociété, 161 pages.
- LACHAPELLE, R. (2001). « Au Québec en 2001 une rencontre internationale Nord-Sud pour une mondialisation alternative », *Économie et solidarités*, vol. 31, n° 2, 9-18.
- LÉVESQUE, B. et al. (2001). *La nouvelle sociologie économique*, Paris, Desclée de Brouwer, 268 pages.
- LÉVY, M. (sous la direction de) (2000). « La nouvelle question Nord-Sud », *Esprit*, n° 264, 79-175.
- MARÉCHAL, J.-P. (2000). *Humaniser l'économie*, Paris, Desclée de Brouwer, 223 pages.
- PECQUEUR, B. (2000). *Le développement local*, Paris, La Découverte, Coll. Alternatives économiques/Syros, 132 pages.
- ROUILLÉ D'ORFEUIL, H. (2002). *Économie, le réveil des citoyens (les alternatives à la mondialisation libérale)*, Paris, La Découverte, Coll. Alternatives économiques/Syros, 192 pages.
- SEN, A. (2000). *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Paris, Éditions Odile Jacob, 356 pages.

Document électronique

Pour suivre l'évolution de l'économie sociale et solidaire à l'échelle internationale, un site à consulter : <http://www.uqo.ca/ries2001>